

Extrait du Portail Web de Banfora au Burkina Faso

<http://banfora.net>

La question des migrations savantes

- Modules - Débats -

Date de mise en ligne : vendredi 12 octobre 2007

Portail Web de Banfora au Burkina Faso

Les processus de mondialisation mettent en relief l'importance des mouvements migratoires entre le Sud et le Nord, entre l'Afrique et l'Europe de façon singulière. Depuis maintenant plus de 5 ans, il ne se passe pas un mois sans que les médias ne nous montrent les tentatives périlleuses de jeunes africains voulant entrer en Europe ; ces images, ces nouvelles affreuses caricaturent le malaise de la jeunesse africaine face à son devenir. Tout se passe comme si l'Afrique et sa population active prenait une fois de plus rendez-vous avec l'Europe ! Tout se passe comme si l'Afrique se vidait de ses bras valides et de ses cerveaux !

En face de cette image d'une Afrique désespérée et incapable de retenir ses fils ; l'Europe (de l'Ouest) offre une image d'un continent effrayé et angoissé par une migration insoutenable et incontrôlable.

Au centre de ces deux réalités (le Sud et le Nord, l'Afrique et l'Europe) se trouvent des tensions politiques, économiques et sociales qui fournissent de part et d'autres les raisons d'une immigration et les raisons d'une politique stricte contre l'immigration.

Cependant, à côté de ce tableau noir que nous dresse chaque semaine les médias, il s'est construit depuis très longtemps une coopération fructueuse et paisible entre le Nord et le Sud francophone dans le domaine de la formation. En effet, depuis la décolonisation, des centaines de milliers d'africains (et d'autres pays de l'Asie) ont été formés en France, en Belgique, en Suisse, en Italie & Cette immigration provisoire et temporaire a jeté les fondements d'un Etat moderne en Afrique et a permis aux nouveaux Etats d'assurer leur souveraineté nationale et internationale. Depuis donc les années 1960, les contextes ont certes évolué, mais le principe de la coopération entre le Sud et le Nord est resté.

La migration étudiante et l'échange de compétences correspondent aujourd'hui à des paradigmes nouveaux : la coopération, depuis les années 1990, est passée du statut du « tutorat » à celui du « partenariat ».

Au Sud comme au Nord (les pays d'Europe de l'Est), une nouvelle forme de migration, plus mobile qu'autrefois, se développe. En effet, il est de plus en plus question de migration étudiante, qualifiée, de migration sous contrat, de boursiers et d'échanges de compétences et de savoir-faire. On pourrait alors noter, qu'en raison de la diversification géographique et qualitative de la migration, une compétition entre les pays du Sud et l'Est de l'Europe sans être imaginaire est en train de se développer. C'est ainsi que vu du Sud, l'Europe (en raison de la construction de l'Europe politique) est en train de développer une préférence d'ouverture aux migrations étudiantes et savantes de l'Est au détriment du Sud. Toujours vu du Sud, la migration des compétences et des cerveaux (tout aussi provisoire en temporaire qu'elle soit) est difficile à quantifier, car elle échappe de plus en plus aux circuits formels (ambassades, coopérations interuniversitaires, accords de main-d'œuvre) qui, par ailleurs évitent de publier des chiffres pour éviter de renchérir sur le thème de la « fuite des cerveaux » du Sud. Au Sud donc, la question de la migration étudiante et des compétences ne pourra être dissociée de la question éminemment politique de la « fuite de cerveaux » eu encore du « pillage » des cerveaux du Sud.

A ces deux problématiques soulevées (la concurrence entre le Sud et l'Europe de l'Est et l'assimilation de la migration étudiante et des compétences à une « fuite des cerveaux »), s'ajoute la question de la transparence et de la publication régulière des informations statistiques au sein de l'espace francophone sur le mouvement des étudiants, des enseignants et des diplômés.

Quelle doit être l'attitude de l'Afrique face à ces migrations savantes ? Doit-elle encourager les jeunes à étudier et travailler en Europe en espérant voir revenir des personnes qualifiées susceptibles de créer et favoriser le développement économique ou doit-elle adopter une attitude plus protectionniste en freinant la fuite des cerveaux ?